

## ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/401

Occupation du domaine public,  
Restriction de circulation,

Le lundi 16 Septembre 2024,

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et  
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de travaux de  
réparation sur toiture, par l'entreprise **KARAPASS**,  
il est nécessaire d'occuper les emprises et de  
restreindre la circulation au droit du 1, 3, 5, 7, et 9  
Allée de la Marre, 48 et 50 Rue Notre-Dame de  
Bonsecours et du 9 Rue de la Champignonnière.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** La société **KARAPASS** est autorisée à intervenir sur le domaine public, au droit du 1, 3, 5, 7, et 9 Allée de la Marre, 48 et 50 Rue Notre-Dame de Bonsecours et du 9 Rue de la Champignonnière, le lundi 16 Septembre 2024.

**Article 2 :** La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation alternée manuel k10, au droit du 1, 3, 5, 7, et 9 Allée de la Marre, 48 et 50 Rue Notre-Dame de Bonsecours et du 9 Rue de la Champignonnière, le lundi 16 Septembre 2024.

**Article 3 :** La société **KARAPASS** se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

**Article 4 :** Les circulations seront adaptées en fonction des travaux.

**Article 5 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 6 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
- Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
- Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis

Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 22 AOUT 2024

Le Maire,  
Pour le Maire,  
Et par Délégation,



Daniel GUEDRAS  
4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire